

CHANGEMENTS DE FRONTIÈRES SOCIALES ET ÉDUCATION. LE CAS DE LA ROUMANIE APRÈS 1989 EN PERSPECTIVE COMPARATIVE

Mihai Dinu Gheorghiu

Paris

Le texte reprend une partie de mes contributions au Rapport final de la recherche *Éducation et production des frontières sociales. Familles, monde associatif et institutions scolaires*, Paris, novembre 2007, réalisée au Centre d'Etudes des Mouvements Sociaux (EHESS) et aux universités de Campinas (Brésil), de Iasi (Roumanie) et d'Uppsala (Suède)¹. La recherche présentée explorait pour la première fois le lien existant entre la production des frontières sociales et les expériences éducatives dans plusieurs pays, sans essayer de comparer systématiquement les résultats. Bien que privilégiant ici la présentation de l'étude du cas roumain, je me propose aussi d'apporter des éléments de comparaison avec les résultats de l'enquête réalisée en France, ayant travaillé moi-même sur les deux terrains. Ces comparaisons sont susceptibles d'éclairer quelques formes hybrides de la „mondialisation” et répondent au moins en partie aux questions soulevées dans le second axe de notre colloque „Petites sociétés et manifestation plurielle de la modernité”.

Le concept de frontière sociale a une visibilité scientifique relativement récente et sa diffusion a été favorisée par la multiplication des études comparatives et interdisciplinaires. Notre recherche s'était donnée comme objectif de contribuer à la connaissance de la problématique des rapports entre les classes sociales et de dépasser ainsi celle des seuls rapports interethniques, où elle avait démontré au départ son opérationnalité. Les principaux auteurs qui font un usage

¹ *Éducation et production des frontières sociales. Familles, monde associatif et institutions scolaires*. Rapport final de la recherche réalisée avec l'aide de l'ACI „Éducation et formation” du Ministère délégué à la Recherche. Équipe du CEMS: Monique de Saint Martin, Mihai Dinu Gheorghiu (coordination), Barbara Bauchat, Pascale Gruson, Lucette Labache, Mariana Heredia, Denis Merklen, Daniella Rocha, Judit Vari et Louis Auguste Joint. Équipes associées: Université de Iasi (Mihai D. Gheorghiu), SEC, Université d'Uppsala (Elisabeth Hultqvist, Donald Broady), FOCUS, UNICAMP, Campinas (Ana Maria F. Almeida, Graziela Perosa, Kimi Tomizaki, Silvia Rocha Librandi), Paris, EHESS, novembre 2007. Rédigé „à plusieurs voix”, le texte du Rapport a bénéficié de la relecture de Monique de Saint Martin.

paradigmatique de la notion, comme Charles Tilly et Michèle Lamont, l'ont d'ailleurs développée dans ce sens. Nos enquêtes par entretien ont visé ainsi les modes de séparation et de communication entre les membres des principales catégories sociales, ainsi que les mouvements de transmission intergénérationnelle et de transgression dont les familles sont les acteurs. La famille est en effet le cadre de la reproduction des codes socioculturels, mais aussi celui qui permet l'observation des effets des changements de position sociale. Le sens différent attribué à ces changements et les différences de position sinon de condition des „classes moyennes” dans les différentes sociétés constituent un des intérêts majeurs de ce travail comparatif.

1. FRONTIÈRES SOCIALES: DE LA REFLEXION A LA MISE EN OEUVRE D'UN CONCEPT

L'étayage de la notion de frontière sociale fait appel à la tradition sociologique - la notion de classe sociale (Marx), celle de catégorie (Durkheim), celle de distinction (Bourdieu), de *Stand* (Weber), et d'une manière générale l'éventail des classifications qui va du *politically correct* à la discrimination. La frontière peut être *un instrument de l'ordre social*, elle sépare et organise les contacts entre les catégories, les groupes ou les classes hiérarchisées; et, dans le même temps, la frontière est *un mécanisme qui participe à la construction de l'identité* de ces groupes ou classes, en objectivant et en „naturalisant” leurs propriétés distinctives, inscrites dans des ordres symboliques, moraux ou culturels². Les auteurs, sur lesquels nous nous appuyons principalement, insistent, soit sur la dimension „action sociale” de la frontière (Tilly), soit sur les représentations morales et culturelles, qui peuvent être les supports de l'action (Lamont), soit sur le pouvoir symbolique ou de catégorisation (Bourdieu, Topalov³), au fondement de la dimension cognitive et d'institution (d'institutionnalisation) des frontières. D'autre part, les luttes de classement à travers lesquelles ces frontières sont déterminées et modifiées font apparaître leur caractère historique, leur inscription dans le temps.

Le premier objectif de cette recherche a été d'identifier *des représentations propres à chaque classe, afin de pouvoir dégager les principes d'opposition ou de différence entre classes et de repérer leurs frontières. Les qualités requises* pour que tel statut „de classe” soit reconnu figurent, sous la forme d'un certain nombre de valeurs transmises par l'éducation, dans la majorité des entretiens réalisés. D'autre part, *des frontières divisent aussi les classes elles-mêmes*, à partir des différences d'origine ou d'appartenance à des communautés religieuses ou

² Sur les „répertoires culturels institutionnalisés”, ou les „systèmes de catégorisations disponibles à tous”, cf. Michèle Lamont, *La dignité des travailleurs*, Paris, Presses de Science Po, 2002.

³ Jean-Charles Depaule et Christian Topalov, *La ville à travers ses mots*, in „Enquête”, n°4, Marseille, second semestre 1996, pp. 247-266; Christian Topalov, *Les divisions de la ville*, Paris, UNESCO/MOST-Editions de la MSH, 2005.

politiques, ou aussi entre des groupes „établis” et des groupes „mobiles” ou „instables”. Ces frontières sont situées entre le „haut” et le „bas”, *elles produisent la hiérarchie et l’ordre social*, différencient les „meilleurs” des „moins bons”. *C’est au niveau des luttes de classement que la construction des frontières apparaît comme un processus*, et non pas comme déjà „données” par l’intermédiaire d’une sorte d’inconscient culturel.

Dans ce contexte, *les expériences éducatives* évoquées dans les entretiens ont un double sens: d’un côté, elles participent à *l’objectivation des structures culturelles*, répertoires culturels institutionnalisés ou systèmes de catégorisations disponibles à tous, marqueurs des frontières sociales et instruments cognitifs permettant de s’approprier le monde social; de l’autre côté, elles font état des *enjeux de luttes* entre les différents agents, qui contribuent au changement des frontières, et sont inscrites dans l’histoire des familles et des institutions éducatives.

Deux problématiques complémentaires ont été ainsi retenues dans cette enquête afin d’appréhender, par la suite, le rôle de l’éducation et de la famille dans la démarcation de l’univers social et la production de ses frontières, le poids de limites socialement définies et concrètement tracées dans la socialisation des individus et dans la structuration des expériences sociales et éducatives. Pour traiter ensemble les „frontières” et les „expériences éducatives”, nous avons identifié de façon prioritaire dans les entretiens les expériences éducatives liées aux changements, à la mobilité, ainsi qu’à la moralité ou à l’ethos de classe ou de groupe. Nous nous sommes aussi intéressés aux expériences liées à la violence ou à son opposé – la négociation, le lien social, et avons observé la dynamique des représentations et la remise en cause des catégories établies.

1. a. FRONTIÈRES DANS L’ESPACE, MONDIALISATION ET IMMIGRATION

Les effets récents de la mondialisation et les phénomènes transfrontaliers actuels, l’évolution des institutions politiques et économiques ont entamé de manière irréversible la représentation traditionnelle de la notion de frontière. Monique Canto-Sperber s’est interrogée elle aussi sur les deux définitions concurrentes de la notion de frontière, comme ligne de séparation et comme zone de contact, en prenant comme références la littérature russe des confins et les transformations politiques en Europe⁴. Selon elle, ces phénomènes transfrontaliers rendent difficile pour les États l’accomplissement des fonctions morales jadis revendiquées (monopole de la violence légitime, domestication de la violence dans un espace spécifique, souveraineté garante de la liberté civile et politique) et rappellent l’intérêt des situations de frontières confins, espaces de contact et d’échange.

⁴ Monique Canto-Sperber, *La signification morale des frontières*, Communication aux Journées de philosophie politique et morale, EHESS, CRPRA, 20 mai 2005.

C'est l'immigration qui, en troublant l'ordre national, se trouve à l'origine d'une crise de la „fonction diacritique de l'État”, fonction de définition ou de délimitation, fondée sur la séparation ou „la frontière entre ce qui est national et ce qui ne l'est pas”⁵. C'est le pouvoir de définition de l'État qui est mis en cause, comme acte de partager, qui consiste à décréter la continuité et la rupture, l'introduction de la discontinuité dans la continuité, à tracer les frontières qui séparent „l'intérieur et l'extérieur, le royaume du sacré et le royaume du profane, le territoire national et le territoire étranger”⁶. L'homologie et la continuité entre le mouvement migratoire international et le mouvement migratoire national (l'ancien exode rural), plus ancien, immigration de travail suivie d'immigration familiale⁷, permet de comprendre au moins en partie la reconfiguration actuelle de l'espace social et ses enjeux.

La représentation géographique de la frontière entre États a été essentielle dans la construction de la notion de frontière sociale et des rapports déterminés par l'existence des frontières, comme les guerres interethniques, les échanges transfrontaliers et les frontières confins. Nous nous représentons les frontières essentiellement dans leur dimension spatiale: les communautés, les classes, les groupes, etc. occupent des espaces propres dans les villes, les quartiers, espaces contigus, avec des degrés variables de densité ou d'homogénéité, avec des frontières précises et visibles, ou espaces dispersés, mélangés, où les frontières géographiques sont moins saisissables. Il a été donc nécessaire d'objectiver des représentations de ces frontières „physiques” (spatiales) et d'analyser leurs rapports et leurs effets: la localité de domicile, le quartier, les distances parcourues ou à parcourir quotidiennement, les trajets, etc.

1. b. FRONTIÈRES ET TERRAINS EN FRANCE ET EN ROUMANIE

L'exploration de la nature et des différentes dimensions des frontières sociales d'un point de vue théorique a été suivie par l'analyse de la façon selon

⁵ Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999, p. 397.

⁶ Emile Benveniste, *Le Vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Minuit, 1969, t. 2, *Pouvoir, droit, religion*, cité in A. Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit. Voir également Pierre Bourdieu, *L'identité et la représentation*, in „Actes de la Recherche en Sciences Sociales”, 35, novembre 1980, p. 63-72.

⁷ Abdelmalek Sayad attire l'attention sur la difficulté de penser cette homologie entre les deux mouvements migratoires, interne et international; selon lui, „il faut prendre le parti d'ignorer provisoirement (ou de feindre d'ignorer) l'existence des frontières ou les effets proprement politiques des frontières. Cependant, le peut-on vraiment? En tant qu'il est étroitement tributaire de nos catégories de pensée, catégories par lesquelles nous construisons et nous pensons le monde social et politique, le phénomène migratoire à l'échelle internationale peut-il être pensé, dans sa double composante d'émigration de là et d'immigration ici, (...) autrement que par les catégories de la pensée d'Etat?” (A. Sayad, op. cit., p. 417-418).

laquelle les individus apprennent, fixent et franchissent les divisions de l'espace social. L'étude des processus éducatifs, notamment au sein des familles, a eu comme principale hypothèse le fait que les investissements consentis dans l'éducation des nouvelles générations ont pour but (entre autres) la production de frontières sociales et, surtout, l'apprentissage des mobilités sociales possibles, des inscriptions collectives, des contraintes et des opportunités offertes par la maîtrise de l'espace social.

Les enquêtes réalisées en France et en Roumanie ont suivi les mêmes critères pour le choix des personnes interviewées: la catégorie (classe) sociale d'appartenance, la stabilité – ou l'instabilité – de la position occupée, et la présence dans la famille d'un enfant dans la tranche d'âge entre 12 et 21 ans. L'unité relative des terrains de l'enquête a été le résultat du travail effectué pendant près de trois ans, avec l'apport d'expériences et de connaissances antérieures, des rapports de confiance construits dans le temps, de la mobilisation des médiateurs. En France, les chercheurs ont travaillé par entretien semi-directif, et approfondi, auprès de 28 familles (38 parents et 25 enfants ont été interviewés), les principaux lieux de l'enquête faisant aussi l'objet d'observations participantes. Les entretiens réalisés en Roumanie pendant trois années universitaires successives (de 2004 à 2007) ont suivi les principales orientations de l'enquête réalisée au même moment en France, notamment pour les critères d'échantillonnage et le guide d'entretien adapté en roumain⁸. 111 familles ont été rencontrées dans le cadre de cette enquête à Iasi et dans d'autres villes de Moldavie, 137 parents ont été interviewés, dont 88 femmes et 49 hommes. 26 entretiens ont été réalisés avec des couples. Plusieurs entretiens ont été réalisés également avec des enfants de ces familles.

L'échantillon français est composé de 7 familles „aisées”, appartenant à la „bourgeoisie de passage”⁹, de dix familles appartenant aux classes moyennes (dont 5 „stables”, trois „stables-instables” et deux „instables”), de quatre familles appartenant aux classes moyennes intermédiaires populaires (deux stables, deux instables), de cinq familles des classes populaires, dans leur majorité instables (Cf. Tableau synoptique des entretiens en France, in *Education et production des frontières sociales*, op. cit., pp. 211-222). Ce classement heuristique avait comme objectif de rendre lisibles les distances sociales entre les principales catégories d'appartenance des familles interviewées et de différencier les situations limitrophes, en particulier pour les occupants des positions intermédiaires ou „stables-instables”. Pour ce qui concerne le statut professionnel des parents interviewés, on remarque l'absence de profession pour la majorité des femmes du groupe „aisé” (les hommes sont ingénieurs, militaires, cadres); le sous-échantillon

⁸ Dans leur majorité, ces entretiens ont été réalisés par des étudiants en master du Département de psychologie de l'Université de Iasi; une bonne partie des familles interviewées se situe dans la proximité du milieu social des étudiants eux-mêmes (amis, parents, usagers des services sociaux).

⁹ Catégorie proposée par Barbara Bauchat, composée de familles ayant connu une forte mobilité résidentielle.

des classes moyennes est composés essentiellement des professions du social et du public, les cadres moyens du privé ou les professions commerciales n'étant pas représentés; enfin, pour les membres des catégories intermédiaires et des classes populaires, le travail non-qualifié ou l'emploi domestique constitue la situation la plus répandue.

Dans l'échantillon roumain, ce sont les classes moyennes qui ont été surreprésentées, les frontières sociales „visibles” dans l'analyse des entretiens sont surtout celles qui divisent les classes moyennes – entre classes moyennes supérieures (aucune famille ne peut être assimilée à la „bourgeoisie”) et classes intermédiaires, ainsi que, dans une moindre mesure, celles qui séparent les classes moyennes intermédiaires des classes populaires. Une majorité de femmes interviewées travaillent dans l'enseignement ou ont des professions liées à l'éducation¹⁰. La surreprésentation des femmes dans ces échantillons a été justifiée par la reconnaissance d'une double compétence en matière d'éducation, au niveau professionnel et pour l'éducation familiale¹¹. Pour ce qui concerne les origines sociales, l'échantillon roumain reproduit dans ses grands traits le profil du groupe étudiant lui-même dans le sens où l'ascension sociale par les études constitue la principale caractéristique des biographies recueillies par entretien. Le passage de la campagne à la ville est aussi une des expériences communément partagées.

L'enquête sur les frontières sociales en France a été réalisée principalement sur trois villes: Noisy le Grand, Gennevilliers et Strasbourg. Bien que géographiquement plus ou moins éloignés, les différents lieux de l'enquête présentaient des propriétés communes qui justifient de les désigner comme appartenant au même terrain. Il s'agit d'abord exclusivement d'un espace urbain, marqué par une grande mobilité des populations, ainsi que par des divisions apparentes entre „anciennes” et „nouvelles” villes, entre „beaux quartiers” et „banlieues”, entre lieux prestigieux et lieux disqualifiés, stigmatisés. Ainsi, est-il possible d'identifier deux oppositions qui structurent le terrain: l'une met en regard la capitale (Paris, l'agglomération parisienne) et la province (Strasbourg principalement), chacune de ces cités étant pourtant cosmopolite et de dimension internationale; l'autre, relative à l'agglomération, met en regard les quartiers „anciens”, habités généralement par une population établie des classes moyennes, et les nouveaux quartiers, ceux qui sont souvent appelés „villes nouvelles”, et qui

¹⁰ Les femmes sont: 19 enseignantes dans le secondaire, 2 dans l'enseignement supérieur, 4 exercent des responsabilités administratives (managers ou „chefs”), 4 psychologues, 5 institutrices ou éducatrices. Les autres sont comptables ou économistes (5), ont des professions artistiques (2), d'ingénieur (2), médecin (1), infirmières (3), occupent des postes d'employées comme secrétaire, laborantine, etc. (5), dans le commerce (3 vendeuses), 2 ménagères, 9 sont femmes au foyer. Les hommes interviewés travaillent dans l'enseignement secondaire (5) et supérieur (1), sont directeurs ou managers (5), ingénieurs (6), prêtres ou pasteurs (4), officiers (2), comptables (2), médecin (1), journaliste (1), techniciens ou contremaîtres (8), ouvriers (2), chômeurs (2), détenu (1).

¹¹ La surreprésentation des femmes s'explique aussi par la facilité des contacts, la majorité des étudiants participant à l'enquête étant des jeunes femmes.

comptent une plus ou moins importante population immigrée d'origines diverses, sont lieux d'exclusion mais aussi terrains d'action sociale pour combattre cette exclusion et éviter la mutation des différences en luttes interethniques. Dans l'agglomération parisienne, le classement des localités et des quartiers doit tenir compte de leur distance par rapport à Paris, de leur accessibilité par les transports en commun, et bien sûr du type d'habitation – pavillons, résidences, grands ensembles sociaux –, les zones pavillonnaires étant occupées surtout par des membres des classes moyennes et intermédiaires, auxquelles elles assurent des conditions de confort, et de sécurité sans commune mesure avec les quartiers („cités”) des classes populaires et des familles immigrées¹².

En Roumanie, l'enquête a été réalisée aussi majoritairement en milieu urbain, où habitent et travaillent la plupart des enquêteurs. Une frontière symbolique sépare Iasi [orthographié aussi Jassy], un des principaux centres urbains du pays, „capitale historique” de la Moldavie, province orientale de la Roumanie, des autres localités urbaines ou périurbaines de la même région. L'histoire de l'urbanisation est différente en Roumanie, où la migration était jusqu'à récemment essentiellement interne, des campagnes vers les villes. La politique d'homogénéisation sociale du parti communiste, accélérée dans les années 1980, et l'émigration de certaines minorités ont modifié la composition ethnique et le profil culturel de certaines localités, de même que la „modernisation” des centres-villes qui rappellent sous certains aspects plutôt les „villes nouvelles” de l'agglomération parisienne que les „beaux quartiers” bourgeois¹³. Iasi se distingue cependant des autres villes de province par son patrimoine culturel et historique. L'université de Iasi, fondée en 1860, est la plus ancienne université d'État roumaine, et accueille, de même que les autres établissements universitaires publics et privés de la ville, des étudiants venus dans leur majorité de cette région, ainsi que de la voisine République de Moldavie ex-soviétique¹⁴. Depuis 2007, la frontière séparant la

¹² Pour quelques repères bibliographiques sur cette question, on peut citer entre autres Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Ed. du Seuil, 1989 (Coll. L'épreuve des faits), David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1997, Richard Sennett, *La Chair et la Pierre: le corps et la ville dans la civilisation occidentale*, Paris, Verdier, 2002.

¹³ C'est surtout à Bucarest que la „modernisation” du centre-ville a été accompagnée par la destruction d'une partie du patrimoine culturel urbain, avec la démolition d'un quartier résidentiel et de quelques églises. En même temps, une opération connue sous le nom de „systématisation des villages” devait les transformer en „centres agro-industriels”, contraignant les paysans de déménager dans des immeubles d'habitation collective de type urbain. Des manifestations de protestation internationales ont mis un frein à cette politique, qui n'a affecté finalement que des localités de la périphérie de Bucarest.

¹⁴ État membre de la Confédération des États Indépendants (CEI) qui a succédé à l'URSS, la République de Moldavie est un pays enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, avec trois millions et demi d'habitants, dont la majorité est d'origine roumaine et 70% de la population est bilingue (roumain et russe). Entre la Roumanie et la Moldavie il y a des tensions politiques liées aux représentations divergentes de l'identité nationale des Moldaves et de l'histoire politique de la

Moldavie roumaine de la République Moldova, nom officiel de cet État, est aussi une des frontières orientales de l'Union Européenne. La Moldavie est ainsi une région frontière qui sépare un ancien pays „socialiste” devenu „européen” d'une ex-république soviétique, dirigée actuellement par un parti communiste rénové. D'autres frontières traversent cet espace: des frontières culturelles entre le monde „latin” roumain et le monde „slave”, russe et ukrainien; frontières religieuses, entre l'église orthodoxe, majoritaire mais politiquement divisée entre les patriarchats de Moscou et de Bucarest, l'église catholique (6% de la population) et les cultes évangéliques et néo-protestantes en expansion; frontières économiques, qui séparent les zones pauvres des zones moins pauvres, traversées par des voies migratoires différentes, vers l'Ouest mais aussi vers l'Est. Ces frontières se sont déplacées dans le temps. Le statut de „pays d'émigration” des provinces moldaves est déjà ancien, aussi bien pour ce qui concerne la migration interne (en Roumanie, en URSS) que l'émigration – celle des minorités, en particulier celle des Juifs de Roumanie¹⁵, ayant précédé l'émigration „économique” des années 1990 et 2000 vers les pays de l'Ouest de l'UE. Régions pauvres roumaine et ex-soviétique, les deux Moldavie „exportent” une partie importante de leur force de travail, tout en essayant d'obtenir des bénéfices de ce nouveau statut frontalier européen.

2. LE REGIME POLITIQUE DES FRONTIÈRES SOCIALES EN ROUMANIE

Jusqu'en 1989, la Roumanie avait la réputation d'un pays isolé du monde extérieur par des frontières des plus rigides: la séparation de l'étranger „capitaliste” était justifiée par une politique d'abolition des frontières entre classes ou d'homogénéisation sociale – tandis que les frontières défendues de l'étranger „socialiste” cherchaient surtout à préserver l'identité nationale. Le résultat de cette politique a été une forte polarisation entre les dirigeants, gardiens et garants de ces frontières extérieures „souhaitées”, et la population qui les subissait, avec l'explosion sociale qui a mis fin à un régime politique de dictature. La notion de frontière politique est ainsi, dans le sens commun, surchargée symboliquement, à l'intérieur, comme à l'extérieur des anciens „pays communistes”¹⁶. Elle évoque

Roumanie: tandis que pour la majorité des Roumains, la Moldavie est un territoire roumain occupé par la Russie (de 1812 à 1918) et par l'URSS (1940-1941, 1944-1991), la Moldavie revendique officiellement une identité nationale et politique distincte, accusant l'expansionnisme „grand roumain” de la Roumanie et prétendant se situer dans la continuité du principauté de Moldavie (1359-1859). Pour les contradictions structurelles qui divisent cet espace, voir Monica Heintz (coordonator), *Stat slab, cetățenie incertă. Studii despre Republica Moldova*. [État faible, citoyenneté incertaine. Études sur la République de Moldavie]. București, Editura Curtea veche, 2007.

¹⁵ Avec une population à moitié juive depuis la fin du XIXe siècle, certains quartiers de Iasi rappelaient, jusqu'après la Seconde Guerre Mondiale, les *stetle* de l'Europe Centrale et Orientale. Sur le passé juif de Iasi et sa mémoire, voir Pierre Pachet, in *Conversations à Jassy*, Paris, Maurice Nadeau, 1997.

¹⁶ Un exemple récent de l'intérêt manifesté pour un tel objet est l'organisation du Colloque international „Une frontière de type nouveau ? Pratiques et représentations de la frontière communiste

avant tout le contrôle exercé par l'État de type soviétique sur l'ensemble des catégories et des groupes sociaux, dont les familles, soumises elles aussi à ce régime draconien des frontières. Elle pose aussi la question d'une diversité d'expériences avec les frontières, celles des transfuges, des déportés, des exilés ou des émigrés, mais aussi d'autres types de mobilité par rapport aux frontières politiquement constituées et contrôlées. Des communautés et des familles divisées par des frontières d'Etat se sont construit de nouvelles identités, sous différents noms, diaspora, exil ou, plus récemment, émigration de travail, et ont développé un ensemble d'échanges par delà ces frontières. D'autre part, le conditionnement politique des mobilités sociales a produit des hiérarchies sociales que les changements politiques récents ont remises en cause. D'un côté, émigration „politique” et émigration „économique” étaient difficilement dissociables, de l'autre, hiérarchie sociale et hiérarchie politique s'établissaient selon des critères compatibles¹⁷.

Ces frontières politiques extérieures, devenues plus poreuses surtout après l'adhésion récente de la Roumanie à l'Union Européenne, jouent un rôle significatif dans la représentation des hiérarchies sociales. L'exil, composé des survivants et des descendants de l'ancienne bourgeoisie nationale, fait encore figure de gardien de la tradition, en lien avec ceux qui se revendiquent de la résistance au régime communiste („l'exil intérieur”). Les membres d'une nouvelle élite, plus jeune, ayant réussi leurs carrières en Occident, incarnent les aspirations de mobilité sociale et de réussite professionnelle dans plusieurs domaines. Dans les rangs des classes intermédiaires et populaires, ceux qui travaillent à l'étranger constituent une fraction appréciée et médiatisée, source considérable de devises pour l'économie nationale, remède à court terme au chômage et modèle d'apprentissage d'une culture de travail „capitaliste” – bien qu'ils soient en même temps mis en cause pour des graves problèmes sociaux – dissolution de la famille traditionnelle et abandon des enfants¹⁸. Le maintien de ces divisions fortes entre „l'extérieur” et „l'intérieur” concerne également d'autres communautés ethniques

en Europe, de la Révolution d'Octobre aux années 1950”, par l'École Normale Supérieure et l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, Paris, 18-19-20 mai 2006.

¹⁷ Devenue exclusivement „économique” après 1989, l'émigration roumaine n'est pas pour autant moins „politique”, accusant aussi bien la désintégration économique, mais aussi culturelle, de plusieurs catégories sociales en Roumanie, et en particulier des plus défavorisées, comme les Roms, ainsi que le durcissement des politiques d'expulsion des migrants indésirables dans les pays d'accueil, comme l'Italie ou la France. De 1990 à 2000, la population de la Roumanie a diminué d'environ 1 million d'habitants (de 23 à 22 millions), phénomène attribué essentiellement à l'émigration et à la baisse de la natalité.

¹⁸ Désignés souvent par dérision comme „*stranieri*” (étrangers), car l'Italie était jusqu'à récemment le premier pays de destination de l'émigration roumaine de travail, ou „cueilleurs de fraises” (*căpșunari*), car il s'agissait souvent d'un travail saisonnier, ces appellations caricaturales ont acquis une signification générique, comme on peut le constater par exemple dans l'article *Le citoyen, le “cueilleur de fraises” et l'intellectuel: débats roumains sur l'intégration européenne*, in „Regard Sur l'Est”, 2006, cf. <http://www.regard-est.com/>

et/ ou religieuses, ayant gardé des liens divers avec leur pays d'origine et disposant de circuits de mobilité propres qui transgressent les frontières d'Etat¹⁹.

Réaliser une recherche en Roumanie sur les rapports établis entre l'éducation familiale et la production des frontières sociales doit tenir compte de cette politisation extrême et de ses effets à long terme, ainsi que de la remise en cause récente des différents types de frontières, à la suite des changements intervenus depuis 1989. Ces frontières étaient situées dans le temps: des discontinuités fortes entre les périodes historiques, définies en fonction des régimes politiques et des événements ayant marqué les moments de rupture (guerre, révolution). Le découpage des périodes historiques est associé aux ruptures de trajectoires biographiques, justifiant la construction d'unités symboliques par „générations”, qui marquent les différences de socialisation et d'éducation²⁰. Elles étaient associées à des orientations différentes des politiques éducatives et du partage des rôles entre les principales institutions (écoles, églises) chargées de l'encadrement des jeunes générations. Le grand écart établi initialement entre l'éducation institutionnelle (essentiellement publique) et l'éducation familiale (privée), écart qui concernait principalement l'éducation religieuse ou les valeurs culturelles associées à la société traditionnelle (d'avant le régime communiste) a été à l'origine d'un surinvestissement et d'une survalorisation de ce qui tenait de l'ordre du „privé” en tant que formes d'opposition et de résistance. Enfin, le refoulement pendant une longue période des frontières séparant les classes sociales, vouées à la disparition, avait favorisé l'établissement d'une société salariale avec des positions relativement stables, dont la décomposition est saluée, de même que le retrait de l'Etat, par les idéologues du nouvel ordre libéral.

2. a. REMISE EN CAUSE DE LA „FAMILLE SOCIALISTE” ET DE L'EDUCATION PUBLIQUE

Plusieurs études des politiques familiales se sont intéressées après 1989, en Roumanie comme ailleurs, à l'intrusion de l'Etat dans la vie familiale. La politique d'industrialisation et d'urbanisation, le changement de statut social de la femme et plus particulièrement la politique nataliste ont conduit à la conclusion que le contrôle de la famille était devenu un des moyens de création du nouvel ordre social²¹. L'histoire de la politique familiale du régime communiste est pourtant

¹⁹ Il s'agit principalement des communautés hongroise, allemande, rom et juive, la dernière ayant une présence plutôt symbolique dans la Roumanie actuelle.

²⁰ Ces distinctions se sont imposées dans le temps, parfois directement associées aux changements politiques: par exemple, en Allemagne de l'Est, les enfants nés ou élevés après la construction du Mur de Berlin (1961) étaient appelés „les fleurs du mur” (*Mauerblumen*), ou, en Roumanie, les enfants nés suite au décret (1966) d'interdiction de l'avortement sont appelés „les petits du décret” (*decreteii*).

²¹ Gail Kligman, *The Politics of Duplicity: Controlling Reproduction in Ceausescu's Romania*, Berkeley, University of California Press, 1998, 358 p., citée par Ana Gherghel, *Transformations de la*

contradictoire: c'est sous ce régime que les droits des femmes ont été pour la première fois affirmés en Roumanie, les discriminations de genre (de sexe) et la protection de la femme figurant pour la première fois dans des actes législatifs majeurs²², l'égalité entre les sexes étant proclamée à côté de l'égalité des nationalités, des races ou des religions. D'autre part, le Code de la Famille a connu des modifications successives visant à décourager les divorces, avec des restrictions des droits dans le contexte des mesures natalistes prises à partir de 1966²³. Malgré le fait que le Code du Travail prévoyait la protection des femmes mères, les conditions de vie réelles et le régime policier de contrôle de la natalité ont eu des conséquences tragiques à la fois pour les femmes et pour les enfants²⁴. Pour Alain Blum, ces politiques développées à l'égard des familles et de la vie privée sont définies comme politiques démographiques ou politiques de population, et non comme politiques familiales car elles ne visent pas la famille proprement dit, mais ont pour objectifs l'augmentation de la natalité, l'emploi des femmes²⁵.

Le retrait de l'Etat de la vie des familles a eu plusieurs conséquences sur les comportements socio-démographiques (diminution de la natalité, augmentation des naissances hors mariage et de familles monoparentales, augmentation de l'âge moyen de la maternité et diminution du taux de nuptialité), sans qu'on puisse arriver aux mêmes conclusions qu'ailleurs sur la délivrance de la famille de la religion ou sa démocratisation. Libérée de l'emprise de l'Etat, la famille roumaine apparaît comme largement soumise à la religion, moins „privatisée” et surtout

régulation politique et juridique de la famille. La Roumanie dans la période communiste et post-communiste, in „Enfances, Familles, Générations”, 5, automne 2006. Cf. <http://www.erudit.org/revue/efg/2006/v/n5/index.html>

²² Dans la Constitution depuis 1948, dans le Code du travail depuis 1950 et dans le Code de la famille depuis 1956, cf. Cristina Liana Olteanu, Elena-Simona Gheonea et Valentin Gheonea eds, *Femeile în România comunistă: studii de istorie socială* [Les femmes dans la Roumanie communiste. Etudes d'histoire sociale], Bucarest, Politeia-SNSPA, 2003, 256 p. Ce caractère contradictoire de la politique familiale „communiste” est démontré aussi par le fait que les principales caractéristiques du système d'éducation, de celui de la santé, principalement gratuits et généralisés, et des dispositifs de protection sociale, comme les allocations pour les enfants, les services de garde et le congé de maternité, ont été conservés après 1989, ainsi que leur universalité. Cf. Ana Gherghel, *Transformations de la régulation politique et juridique de la famille. La Roumanie dans la période communiste et post-communiste*, art. cit., 2006).

²³ C.L. Olteanu, E.-S. et V. Gheonea, *Femeile în România comunistă: studii de istorie socială*, op. cit., p. 179.

²⁴ Maria Bucur a observé les liens existants entre le mouvement eugéniste qui a existé en Roumanie entre les deux guerres et la politique pronataliste du régime Ceaușescu. Maria Bucur et Mihaela Miroiu (dir), *Patriarhat și emancipare în istoria gândirii politice românești* [Patriarcat et émancipation dans l'histoire de la pensée politique roumaine], Iași, Polirom, 2002.

²⁵ Alain Blum, *Tensions et contradictions du système statistique soviétique: de la Révolution à la Seconde Guerre mondiale*, in vol. Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, *L'ère du chiffre - systèmes statistiques et traditions nationales*, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 131-152, cité par Ana Gherghel, art. cit.

moins démocratisée qu'ailleurs²⁶. L'opposition esquissée entre l'idéologie familialiste et celle des droits de l'enfant (l'organisation des liens familiaux autour de la personne de l'enfant) est plutôt l'effet des changements dans le système de protection de l'enfance que de l'influence d'un mouvement féministe, source historique pour cette nouvelle idéologie, quasi inexistant en Roumanie.

Le maintien d'une institution de la famille qui demeure très valorisée, presque sacralisée après 1989, est attribué à la perpétuation de l'idéologie nationaliste, au paternalisme qui lui est propre, mais aussi à son caractère de refuge sécurisant pour ses membres devant cette fois les „incertitudes de la transition (le chômage, l'inflation, l'instabilité du marché du travail)”²⁷.

Les données sociodémographiques présentées par plusieurs travaux après 1989 font souvent des comparaisons avec les évolutions de la famille dans les autres pays européens. On observe ainsi les mêmes tendances qu'ailleurs, mais aussi la persistance d'un décalage par rapport aux mêmes phénomènes dans les sociétés occidentales. Sur quarante ans (1960-2000), le nombre de mariages a beaucoup diminué, en particulier dans les années 1990, mais la Roumanie se maintient parmi les pays européens où ce taux est parmi les plus élevés et l'âge moyen au premier mariage reste parmi les plus bas. A l'opposé, le nombre des naissances hors mariage a connu une véritable explosion, bien qu'en constante évolution depuis 1980, la Roumanie se situant parmi les premiers pays européens pour cet indicateur (26,7% en 2001). De plus en plus de mariages se concluent après la naissance du premier enfant, les formes de vie en couple hors mariage sont de plus en plus répandues.

Corroborées avec d'autres indicateurs socio-économiques, ces données font état de transformations paradoxales. D'une part, la transition de la „tradition” à la „modernité”, voire à la „postmodernité”, continue, mais „le paysage familial roumain” est jugé „plus conservateur” qu'ailleurs²⁸. D'autre part, l'alignement sur un „modèle européen” de la famille, probablement plus accéléré encore après l'adhésion du pays à l'Europe en 2007, est accompagné d'une série de problèmes sociaux inquiétants: le chômage, l'exclusion sociale au sens large et la pauvreté touchent plus souvent les jeunes et les femmes, en particulier pour l'accès à l'emploi; le retour aux activités domestiques et le retour dans les campagnes, à cause de la rareté des emplois et des logements en ville, s'associent aux nouvelles

²⁶ La diffusion des valeurs égalitaristes occidentales a contribué à des transformations dans le sens de la dissociation entre conjugalité et parenté, de la démocratisation des rapports familiaux et de l'émergence d'un modèle conjugal axé sur l'égalité. Pour une étude des évolutions récentes de la famille occidentale, cf. Anthony Giddens, *La transformation de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, traduit de l'anglais par Jean Mouchard, Paris, La Rouergue/Chambon, 2004.

²⁷ Susan Gal and Gail Kligman, *The Politics of Gender After Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 2000. Cité par Ana Gherghel, *art.cit.*

²⁸ Maria Simion, *Familia în Europa între anii 1960 și 2000* [La famille en Europe entre 1960 et 2000], in „Calitatea vieții”, Bucarest, XIII, nr. 1-4, 2002.

formes d'abandon des enfants, dans les conditions d'une immigration saisonnière transnationale. On s'inquiète dans ces conditions des „possibles distorsions dans le processus de modernisation de la famille roumaine, même si faire reculer l'histoire n'est plus possible”²⁹, à cause du changement du statut et des fonctions économiques de la famille, de l'exercice de l'autorité parentale, de la diminution et de l'affaiblissement des réseaux familiaux, de la mobilité matrimoniale et de l'augmentation du nombre de familles monoparentales, etc. Ces tendances d'ordre général sont cependant peu différenciées en fonction des catégories sociales, faute d'enquêtes sociologiques appropriées.

D'autre part, les conclusions des travaux en sociologie de l'éducation insistent de leur côté sur l'augmentation des inégalités des chances dans l'éducation de façon plus générale³⁰. L'augmentation des dépenses en éducation revenant aux familles est de plus en plus importante dans les conditions du désengagement de l'Etat, ce qui indique également un *changement du rôle des familles dans l'éducation* par rapport à la situation d'avant, quand le rôle déterminant revenait à l'institution scolaire. On observe aussi une tendance générale à la *subordination des institutions scolaires au secteur économique*, ayant comme effet une polarisation accentuée à l'intérieur de la population scolaire entre l'enseignement secondaire, où sont enregistrées une diminution des effectifs, et une augmentation de l'abandon scolaire³¹, et l'enseignement universitaire, où il y a eu croissance des effectifs. Les changements politiques depuis 1989 ont eu plusieurs effets majeurs sur le monde de l'éducation: la disparition de *l'ancien enseignement politique communiste*, dispensé avant à tous les niveaux de formation, *remplacé par l'éducation civique et surtout par l'enseignement de la religion*; l'apparition d'un *enseignement privé* faisant concurrence à l'enseignement d'Etat à tous les niveaux (préscolaire, primaire, secondaire, universitaire...), sans le surclasser. L'enseignement d'Etat reste le plus prestigieux au niveau universitaire, mais des formes de ségrégation sont apparues au niveau du préscolaire et du primaire, y compris avec une formation plus intense dans les langues étrangères. Troisième changement majeur, la place très importante qui revient à l'enseignement religieux, à la fois comme enseignement spécifique (dans des *séminaires*, établissements au niveau secondaire, et dans les facultés de théologie) et comme enseignement intégré dans les écoles publiques (cours de religion). *L'Etat n'est plus athée*,

²⁹ Georgeta Ghebrea, *Regim social-politic și viață privată* [Régime social et politique et vie privée], Bucarest, Editura Universității din București, 2000.

³⁰ Gabriela Neagu, Laura Stoica, Laura Surdu, *Accesul la educație în societatea românească actuală* [L'accès à l'éducation dans la société roumaine actuelle], in „Calitatea vieții”, XIV, nr. 3-4, 2003.

³¹ Pendant les années 2000-2005 en Roumanie, le nombre des lycéens a diminué de 50%, diminution attribuée principalement à une régression démographique et secondairement à l'abandon scolaire (un phénomène qui aurait une étendue européenne). L'abandon scolaire concerne essentiellement les élèves d'origine rurale (la Roumanie étant un pays à population à moitié rurale). L'abandon scolaire, évalué entre 5 et 8% chaque année, et la migration des élèves vers les établissements des grandes villes sont des causes importantes de déséquilibre pour le système scolaire.

l'Eglise orthodoxe a été réintégrée dans l'Etat, la religion fait partie de la vie publique et l'éducation religieuse est massive. A la différence des Eglises, l'école reste pauvre et a du mal à aider et intégrer les catégories les plus défavorisées.

2. b. MOBILITÉ SOCIALE ET CHANGEMENT DES FRONTIÈRES

Pensées comme un mécanisme social par Charles Tilly³², les frontières séparent „nous” d’„eux” et interrompent, circonscrivent ou ‘produisent de la ségrégation’ dans des distributions de populations ou d’activités à l’intérieur des champs sociaux. Les frontières délimitent aussi les réseaux de contacts interpersonnels, en marquant des distributions d’ordre temporaire. Une *définition minimale* de la frontière selon Tilly est celle de *toute zone contiguë à densité contrastée, transition rapide, ou de séparation entre des groupes (clusters) connectés de personnes ou d’activités*. Toute frontière désigne ainsi des relations distinctives entre les parties de chacun de ses côtés, et les relations apparaissent également comme distinctives à travers la zone de séparation qui est la frontière elle-même. De chaque côté, il y a des représentations partagées, communes à la zone elle-même.

Chez Tilly, les définitions des frontières tournent autour des questions de changement. Deux types de mécanismes interviennent dans le processus propre à la formation des frontières: (a) ceux qui accélèrent ou précipitent le changement des frontières; (b) ceux qui constituent le changement des frontières. Dans le premier cas (a), „les précipitants” sont la rencontre, l’imposition, l’emprunt, la conversation, l’impulsion au déplacement (*incentive shift*). Dans le second cas (b), les mécanismes constitutifs des changements des frontières sont des processus opposés, l’inscription – l’effacement, l’activation – la désactivation, la mutation (*site transfer*) et la délocalisation (*relocation*). Les changements de frontière impliquent des effets, parmi lesquels Tilly inclut les séquences d’attaque et de défense; et les revendications identitaires ont un caractère *occasionnel* et *toujours fluctuant* („en jeu”). Il distingue les *transactions* qui ont lieu à l’intérieur des frontières de celles par delà les frontières (*cross-boundary transactions*): les premières concernent les aides et la sociabilité, les secondes l’exploitation et le discrédit (*denigration*) – l’exploitation et le discrédit supportés par les immigrants.

Les mécanismes déterminant le changement des frontières, leur formation, leur transformation, leur activation et leur suppression sont des mécanismes sociaux puissants: par exemple les *social sites* (emplacements sociaux)³³. Ces mécanismes sociaux se partagent entre des événements d’ordre cognitif, environnemental et relationnel et déterminent des régularités dans des processus

³² Charles Tilly, *Social Boundary Mechanism*, in „Philosophy of Social Sciences”, 2 (34), June 2004, pp. 211-236; Charles Tilly, *Identities, Boundaries, and Social Ties*, Paradigm Press, 2005.

³³ *Social sites* (que nous avons traduit par „emplacements sociaux”) est une notion plus large que celle de position sociale, mais plus restreinte que celles de configuration sociale de Norbert Elias ou de champ de Pierre Bourdieu.

d'ordre différent. La rencontre en fournit un premier exemple: la frontière, c'est un point de rencontre, délimitant les *insiders* des *outsiders*. Les rencontres donnent rarement lieu à des changements, car il y a peu d'interactions entre les membres de réseaux différents séparés par une frontière. Et quand l'interaction diminue, la frontière devient moins perceptible, et moins pertinente. L'imposition est le second exemple: elle est le résultat du pouvoir de discrimination des autorités; des changements de frontières ont lieu dans ce cas au moment où les autorités décident d'introduire des systèmes de contrôle du haut vers le bas, imposant par exemple des règles de constitution des équipes de travail. L'emprunt constitue un autre cas de figure: c'est l'exemple des nouvelles organisations, constituées à la suite de la diffusion de modèles d'organisation. Enfin, la conversation (comme la communication dans un sens plus large) ou l'*incentive shift* (que l'on peut traduire par mobilisation ou impulsion mobilisatrice) constituent d'autres exemples de mécanismes déterminant un changement de frontières. Les situations de coopération dans des circonstances dangereuses peuvent être évoquées dans ce dernier cas (Tilly, 2004, 2005).

Dans l'enquête réalisée en France, deux séries d'événements ont été majoritairement à l'origine de modifications des frontières: la mobilité socioprofessionnelle et la migration (qui implique souvent aussi des changements d'ordre socioprofessionnel). Nous avons fait ainsi l'hypothèse que les expériences éducatives de la famille font partie de ces mécanismes en mesure de déterminer les changements – soit directement, comme dans les situations de surinvestissement éducatif familial, soit indirectement, dans les situations de délégation des fonctions éducatives, à l'origine de décalages et de discontinuités entre les générations. Les personnes interviewées et leurs familles ont traversé plusieurs frontières au cours de leur vie. Les migrations n'ont pas le même sens pour les uns et pour les autres, la migration internationale des cadres³⁴ et l'immigration des membres des classes moyennes et populaires, qu'elle soit de la province, de l'Afrique ou d'ailleurs vers la région parisienne ou d'autres agglomérations urbaines. Ces itinéraires peuvent être l'effet d'une position sociale affaiblie ou un moyen de stabilisation de cette position. A l'opposé des itinéraires longs, avec plusieurs changements de domicile et de résidence, une bonne partie des membres des classes moyennes n'est pas sortie d'une aire géographique plutôt restreinte (ici, la région parisienne), leurs déménagements étant liés à une certaine amélioration des conditions d'habitat, au rapprochement d'un lieu de travail ou de la famille. Ce sont d'ailleurs ces familles qui disposent de réseaux familiaux, professionnels et d'amitié de proximité parmi les plus denses. S'ils voyagent à longue distance, c'est au moment des vacances, et les destinations les plus exotiques sont inscrites dans leur palmarès touristique.

Dans l'enquête réalisée en Roumanie, ce sont les changements d'ordre politique qui s'ajoutent à la mobilité professionnelle et à la migration et ont pu

³⁴ Voir les travaux d'Anne-Catherine Wagner, *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998, et son ouvrage récent, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2007.

infléchir les parcours. Les travaux réalisés après 1989 sur l'économie informelle concernent essentiellement les couches inférieures des occupants des positions sociales intermédiaires, nouveaux exclus et appauvris, et permettent d'observer les changements intervenus sur la frontière sociale qui sépare les dominants des dominés. Un groupe de jeunes chercheurs a réuni récemment dans un ouvrage collectif³⁵ des études sur la période communément appelée de *transition* vers l'économie de marché et la démocratie. Les auteurs critiquent d'emblée l'échec de l'Etat dans la gestion de cette transition: son incapacité de penser le changement social, de s'imposer comme „agent de la moralité publique”, du fait d'avoir troqué sa réputation de garant de la sécurité des citoyens contre celle de garant du „secteur informel” de l'économie, aux frontières de la criminalité économique. L'économie informelle n'est pas pour autant une invention récente, elle continue l'économie informelle qui avait existé dans l'ancienne société socialiste. Ses fonctions, d'ordre éthique et politique, sont de justifier les actes de protestation et de désobéissance à l'égard de l'ancien ordre „socialiste” et de légitimer les stratégies de rupture d'avec un système condamné comme „criminel”³⁶. La principale caractéristique de cette économie informelle est d'avoir des frontières floues, par rapport aux institutions et par rapport aux contraintes politiques, malgré les programmes officiels de „lutte contre la corruption”. L'ampleur des pratiques informelles est le résultat direct de l'augmentation du chômage, de l'arrêt de la migration entre les campagnes et la ville, du confinement des anciens migrants („*navettistes*”) dans leur village ou du retour contraint au village d'anciens ouvriers désœuvrés. Les principales victimes de la „transition” sont les personnes moins qualifiées, les moins aptes à s'adapter: des vieux, des malades, des ouvriers sans qualification, des anciens membres des coopératives agricoles ou des anciens ouvriers d'industries abandonnées. L'expansion des commerces qui ont occupé l'espace public leur a offert quelques débouchés: ils se sont établis comme vendeurs ambulants, nouvelle catégorie, peu connue avant. Appelés par les auteurs les „intermédiaires de (la) survie”, ils sont nombreux en marge des marchés agro-alimentaires réglementés, parfois exploités par l'administration de ces marchés. L'économie informelle est constituée d'un ensemble de stratégies de rattrapage par le retour ou la redécouverte d'anciens emplois ou de métiers abandonnés, par la mise en place de nouveaux réseaux de solidarité et l'invention de nouvelles formes de négociation. Ces pratiques sont particulièrement développées dans des communautés constituées autour d'anciens combinats industriels ou centres miniers aujourd'hui fermés. L'injustice sociale subie a donné lieu à des changements du code éthique, justifiant le vol par ces

³⁵ Liviu Chelcea, Oana Mateescu (coord.), *Economia informală în România: piețe, practici sociale și transformări ale statului după 1989* [L'économie informelle en Roumanie: marchés, pratiques sociales et transformations de l'Etat après 1989], Bucarest, Paideia, 2005, 344 p.

³⁶ Le régime communiste a été condamné formellement comme „illégitime et criminel” par le chef actuel de l'Etat, Traian Basescu, devant les chambres réunies du parlement roumain en décembre 2006.

victimes des „privatisations” de ce qui est resté de leurs anciennes propriétés collectives, souvent vol de déchets, pour se faire ainsi au moins en partie dédommager.

D’autres études font état de l’expansion de l’”économie informelle” et du déplacement du seuil de pauvreté: en 2000, on évaluait à 45% la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté; le pourcentage des ménages qui affirmaient pouvoir subvenir à leurs besoins avec leurs revenus d’emploi régulier avait diminué de 44% à 16 % entre 1991 et 1998, ce qui expliquait la mobilité et la flexibilité de cette population³⁷. Les femmes constituent une catégorie parmi les plus défavorisées par ces changements, en particulier sur le marché du travail aussi bien pour les chances de recrutement que pour la vulnérabilité des postes occupés, majoritairement dans le secteur public.

3. UNE NOUVELLE CLASSE SUJET ?

L’émergence d’une „nouvelle classe” comme objet d’études sociologiques et sujet historique, exerçant des fonctions de domination économique et de contrôle politique, s’est faite dans une relative discrétion à cause des polémiques qui ont accompagné les changements politiques d’après 1989. Le concept marxiste de classe était considéré obsolète, et l’usage fait par les médias de la notion de „classe politique” est surtout caricatural. La „classe moyenne” a ainsi peu fait l’objet d’investissements scientifiques ou théoriques³⁸, contrairement à d’autres catégories, comme les anciennes et les nouvelles „élites”, et les deux formes de „restauration” (du communisme ou du capitalisme) qu’elles auraient annoncées. Dans ces conditions, le concept de „classe moyenne” a rempli une fonction d’écran essentiellement, pour couvrir une grande hétérogénéité de trajectoires en l’absence de catégories scientifiquement construites. La classe moyenne existe cependant dans les pratiques de classement et de nomination de ses membres; elle est composée de faisceaux de positions occupées par des représentants de groupes sociaux en ascension ou en déclin, dont l’histoire personnelle est inscrite dans l’histoire moyenne et longue de leurs groupes d’appartenance (familles, générations, corps professionnels). Cette „nouvelle classe” a comme principale caractéristique de ne pas être une classe „pour soi”, car elle se définit plutôt par sa mobilité et par ses aspirations, par ses différences avec la classe d’origine (souvent populaire) et par le partage des normes et des valeurs des classes supérieures (plus en termes de culture et de goûts, de qualités professionnelles, qu’en termes de biens ou de propriétés). Une bonne partie des membres de ces classes moyennes

³⁷ Rainer Neef, *Aspects of the informal economy in a transforming country: the case of Romania*, in „International Journal of Urban and Regional Research”, 26, 2, 2002, p. 299-322, cf. Ana Gherghel, *art.cit.*

³⁸ Maria Larionescu, Ioan Mărgineanu, Gabriela Neagu, *Constituirea clasei mijlocii în România* [La constitution de la classe moyenne en Roumanie], Bucarest, Edit. Economică, 2006, est la seule publication notable.

investissent ou surinvestissent l'éducation, en tant qu'instrument légitime d'ascension sociale (à la différence des instruments politiques ou économiques), transforment cet instrument de mobilité en vocation (en particulier dans le cas des femmes exerçant des professions dans l'éducation).

Pour Elisabeta Stănciulescu, une des premières sociologues roumaines à avoir abordé la question des classes moyennes en tant que sujet social et historique³⁹, la constitution progressive de ces classes est le résultat des avancements de la scolarisation et du changement de statut économique de leurs membres: accès à la propriété dans un premier temps historique, migration et formation professionnelle par la suite. La principale qualité de cette catégorie intermédiaire est sa mobilité et son devenir, ses aspirations fortes d'ascension intergénérationnelle, propres aux classes moyennes, la distinguant de la „conscience de classe” et du sentiment d'appartenance qui définissent les classes établies⁴⁰.

Du point de vue économique, les classes moyennes sont entraînées dans un processus d'accumulation „primaire”, de reconstitution de leur patrimoine (par des restitutions, des réhabilitations, mais aussi des vols qui rappellent les stratégies des „bourgeoisies compradores” du Tiers Monde), de reconversions de leurs différentes espèces de capital accumulées (désinvestissement scolaire, importance des études à l'étranger)⁴¹. Divisées politiquement par rapport au passé politique récent (opposition entre les héritiers légitimes et les usurpateurs ex-communistes, entre „droite” et „gauche”), elles ne disposent que d'une faible reconnaissance, d'où l'instabilité des positions occupées par leurs membres.

En France, les expériences de déplacement géographique et la diversification des trajectoires professionnelles constituent des signes de distinction parmi les cadres dirigeants et notamment les élites mondialisées. Ces expériences sont déterminantes en ce qui concerne l'ouverture à d'autres groupes sociaux et la construction des frontières. Alors que les groupes issus de milieux moins favorisés perçoivent la mobilité et les groupes plus mobiles comme un danger, les membres des classes aisées tendent à associer ces expériences et ces relations à des ouvertures qui ne mettent pas en péril la forte constitution du groupe. Si les représentations des frontières sociales apparaissent faiblement dessinées dans les entretiens avec les membres des classes aisées et des classes populaires, leurs contours sont plus précis chez les classes moyennes: les frontières leurs sont

³⁹ Elisabeta Stănciulescu a observé aussi le rôle de ces „catégories moyennes urbaines” dans la mobilisation et la révolte ayant déterminé les changements politiques de 1989. Cf. Elisabeta Stănciulescu, *Familie și educație în societatea românească. O istorie critică a intervenționismului utopic* [Famille et éducation dans la société roumaine. Une histoire critique de l'interventionnisme utopique], Iași, Polirom, 2002, p. 363.

⁴⁰ E. Stănciulescu, *op. cit.*, p. 361.

⁴¹ Les „affaires de corruption” sont un marqueur des luttes de la „nouvelle classe” pour stabiliser les nouvelles frontières économiques.

nécessaires pour se repérer et donner du sens à leurs positions intermédiaires, soumises à l'instabilité et au changement⁴².

3. a. HIERARCHIES SOCIALES ET (IN)STABILITÉ DES POSITIONS

La hiérarchisation des personnes interviewées et de leurs familles dans l'espace social et les positions des unes par rapport aux autres a été réalisée à partir de plusieurs critères: les études et la profession des personnes interviewées, leur origine sociale - la profession des parents, la profession ou les études des frères et sœurs, des époux et des épouses, les études des enfants. En identifiant une diversité de variables qui contribuaient à la définition d'une position sociale, dont celles qui relèvent de la transmission intergénérationnelle, de l'héritage ou de la reproduction, nous avons tenu compte d'autres propriétés que celles liées au monde du travail dans la définition des classes sociales. Il était ainsi possible d'objectiver, même de manière imparfaite, les frontières séparant les principales classes et catégories, malgré le caractère flou des lignes de démarcation entre les principales catégories de la „classe moyenne”, „supérieure” ou „intermédiaire”. L'évaluation des capitaux dont disposaient les familles était une opération délicate à cause des informations lacunaires ou des difficultés de comparaison entre certaines variables – par exemple, la différenciation des positions en fonction de l'âge, ou comment évaluer par anticipation une trajectoire en fonction des évolutions possibles. Le devenir des enfants, et le patrimoine familial réalisé par mariage ont joué aussi un rôle dans la classification, s'ajoutant aux propriétés héritées ou acquises par les études et la carrière professionnelle.

Dans les catégories dont l'histoire est marquée par une forte expérience des mobilités diverses, on observe le fonctionnement d'un *double système de classement*. La position sociale occupée est fonction de la reconnaissance de la famille selon des critères de réussite de ses membres aussi bien en ville (statut socioprofessionnel, logement) que dans la communauté rurale d'origine (ancienneté, réputation). Certaines familles sont souvent conduites à jouer sur les deux plans, le plan social, qui impose ses normes surtout en milieu urbain „moderne”, et le plan communautaire, avec des normes propres au monde rural „traditionnel”. Ce double système peut embrouiller les classements, une position relativement inférieure en ville dans le cas de certaines familles peut ne constituer qu'une des dimensions d'un positionnement en réseau, à la fois rural et urbain, ou dissimuler des positions plus stables que celles désignées par la profession. Pour cette raison, on peut être amené à confondre mobilité et instabilité. Pour une bonne partie des membres des catégories intermédiaires (entre classes moyennes et classes populaires), s'établir en ville, même en situation professionnelle relativement précaire, peut être reconnu comme une „réussite”. On peut considérer

⁴² Cf. chapitre IV du *Rapport...*, *Hiérarchies sociales et instabilité des positions*, op. cit., p. 90.

qu'il s'agit d'un bénéfice, voire d'une forme de capital propre à l'exploitation d'une position limitrophe, à la frontière entre les classes établies.

La situation est différente pour les occupants des *positions moyennes-supérieures*. Dans leur cas également, deux principes concurrents de classification ont été utilisés pour les identifier: celui de la reconnaissance sociale par le statut et les diplômes a retenu surtout des membres des professions intellectuelles comme les enseignants universitaires, connus aussi dans quelques situations grâce à leur ancienneté et à leur notoriété. L'origine étrangère d'une de ces familles a joué également un rôle, la généalogie évoquée en situation d'entretien et la qualité du patrimoine résidentiel familial (l'inscription de la maison parmi les monuments d'architecture de la ville) témoignant d'un capital d'ancienneté. L'autre critère est celui de la réussite économique, propre aux membres de la „nouvelle classe”, managers ou propriétaires d'entreprises, illustrant un nouveau modèle d'excellence sociale, conforme à l'idéologie libérale dominante. Pour eux, les études ou la profession sont dans une moindre mesure „classantes”: dans notre échantillon, il s'agit presque exclusivement d'ingénieurs⁴³, profession technique définie socialement par opposition à la catégorie des „intellectuels”.

Les occupants des *positions moyennes* sont plus souvent des enseignants du secondaire, des membres des professions techniques (ingénieurs, techniciens), et parmi eux, ceux, mieux établis, dont les positions témoignent d'expériences éducatives présentées comme des „success stories”, ayant réussi par leurs études à obtenir des diplômes qualifiants, dans des professions reconnues, à quitter leurs communautés rurales d'origine et à transférer en milieu urbain, sans trop d'écart, une position homologue à celle de leurs parents.

Les *instables ou précaires* sont souvent ceux qui sont en déclin, enseignants retraités, ou individus exerçant des métiers intellectuels moins reconnus, techniques (bibliothécaire), travaillant en milieu rural, contraints souvent pendant de longues années à faire la navette entre le village et leur domicile en ville. Quelques „femmes au foyer” (*casnice*) sont aussi dans ces positions, ayant sacrifié leur carrière professionnelle à la vie familiale et leur position sociale dépendant trop de celle du mari.

Pour la plupart des occupants des positions moyennes intermédiaires, situées à mi-chemin entre les classes populaires et moyennes, il y a un décalage entre leurs études et les professions exercées, leurs diplômes sont peu qualifiants et leurs postes sont d'exécutants, bien que les styles de vie et le statut revendiqué soient ceux des classes moyennes. Plusieurs d'entre eux partagent aussi leur vie entre la ville où ils se sont établis et les campagnes, d'où provient une partie de leurs ressources.

Les occupants des positions inférieures dans la hiérarchie sociale n'appartiennent pas tous aux classes populaires, peu représentées dans l'enquête:

⁴³ Le plus important corps professionnel pendant la période socialiste, les ingénieurs ont été les plus touchés par la désindustrialisation d'après 1989.

quelques ouvriers et employés des services (cuisinière, ménagère), quelques positions de „déclassés” (un ex-officier emprisonné pour complicité dans un meurtre, un ex-policier ayant fait de la prison à la suite d’une affaire de corruption, devenu ouvrier forestier, un ingénieur au chômage), ainsi que des „cas sociaux” (pris en charge par les services sociaux). C’est leur mobilité descendante et/ou le lien établi avec des professionnels du social qui les a rendus „visibles” et qui a incité à les classer en bas de la hiérarchie.

3. b. ETHOS DE CLASSE, VIOLENCE ET PROTECTION: UNE PROBLEMATIQUE „EN CREUX” DES FRONTIÈRES

Pour Michèle Lamont, les frontières apparaissent comme étant avant tout des marqueurs moraux, produits par les „cartes mentales” des membres des différentes classes sociales, en fonction de leurs „codes d’évaluation” des autres classes ou groupes. En reconstruisant la cohérence interne de la conception du monde des travailleurs et en tenant compte des contextes culturels et matériels dans lesquels ils vivent, Lamont propose *„une sociologie comparative des frontières et des modèles ordinaires de définition de la communauté, [qui] traite des divers modes d’inclusion et d’exclusion basés sur la moralité, la race, la classe et la citoyenneté”*⁴⁴.

Les individus construisent une frontière sociale en puisant dans les ressources de „répertoires culturels” - comme la race, la classe, la nation, le marché, la religion -, que chaque culture met à la disposition des individus. Michèle Lamont qualifie son modèle d’„explication culturelle-matérialiste” car sa méthode permet d’accéder au contexte dans lequel les individus construisent leur rapport au monde. Ce contexte est donné par la „situation structurelle dans laquelle se trouvent les gens” donnant accès à certaines ressources culturelles: historiques et religieuses ainsi qu’aux divers secteurs de la production culturelle et de sa diffusion (médias, intellectuels, école, etc.). Parmi les „conditions structurelles environnantes”, Lamont cite la position des travailleurs sur le marché, leurs réseaux et le niveau de criminalité dans les communautés où ils vivent.

Notre hypothèse sur les fonctions éducatives différentes des familles selon leurs positions sociales a été testée, en France, dans le cas des classes aisées, moyennes et populaires. Il a été possible d’observer ainsi une survalorisation de la famille parmi les membres de cette „bourgeoisie de passage”, qui les distingue par rapport à la bourgeoisie établie. Pour les membres des classes moyennes, la délégation d’une partie des tâches éducatives aux institutions et aux professionnels de l’éducation est une situation fréquente, due à des taux plus élevés d’activité professionnelle des mères, peut-être aussi au nombre important de familles

⁴⁴ Michèle Lamont, Virág Molnar, *The Study of Boundaries in the Social Sciences*, in „Annual Review of Sociology”, n° 28, 2002, p. 167-195; Michèle Lamont, *La dignité des travailleurs*, Paris, Presses de Science Po, 2002; Michèle Lamont, *La morale et l’argent*, Paris, Métailié, 1995.

recomposées. Enfin, pour les membres des classes populaires, et plus particulièrement pour ceux ayant fait l'expérience récente de l'immigration, l'unité et l'éducation familiales sont menacées par les nouveaux modes de vie dans les „quartiers sensibles”, où l'intervention des services sociaux apporte aide et protection, mais aussi risque de disqualification pour les familles „indignes”.

Si oppositions et conflits peuvent être seulement anciens et latents, ils sont constamment associés à la rupture que la frontière produit dans un espace continu. Le thème de la violence est récurrent dans les travaux de Tilly, qui est revenu à plusieurs reprises sur les conflits interethniques, et note les „séquences d'attaque et de défense” parmi les effets notables des changements de frontière. Pour Michèle Lamont, la construction des frontières, essentiellement culturelles et morales, remplit aussi une fonction de protection de la violence. L'environnement quotidien des travailleurs est caractérisé comme „menaçant”, „risqué”, „dangereux” à cause des crimes, des „cinglés”, des „voyous”. „Les travailleurs sont convaincus qu'*ils ont besoin* [souligné par l'auteur] de protéger leurs familles. Au contraire, cet élément est moins apparent chez les classes supérieures qui ne sont souvent exposées à la violence qu'au cours des nouvelles de 22 heures”⁴⁵.

Violence familiale et violence sociale se croisent dans les expériences éducatives et les histoires de vie des familles rencontrées. Les témoignages directs sont rares parmi les membres des classes aisées, où il y a à la fois un degré supérieur de cohésion familiale, mais aussi sociale, avec des moyens de protection, économique en particulier, qui permettent fréquemment d'éviter expériences dramatiques et traumatismes. C'est aussi probablement un effet de la maîtrise des mécanismes de mise en scène des représentations de soi, individuelles et collectives. Du côté des classes moyennes françaises, c'est la morale du succès personnel, vainqueur des adversités, qui façonne les discours sur l'histoire familiale; la violence est évoquée surtout dans la mesure où „le pire” a été évité, et les „mauvais moments” se situent dans le passé. Ces familles doivent déployer plus de moyens que les autres pour défendre les frontières inférieures de leurs positions sociales, par le choix des lieux d'habitation, des écoles ou des fréquentations de leurs enfants. Plusieurs entretiens font aussi état d'expériences éducatives autoritaires et de ruptures libératrices intervenues dans leur jeunesse (à la fin des années 1960), et d'autre part d'inquiétudes au sujet de la remontée des violences urbaines et du dévoiement des politiques sécuritaires. Ces témoignages font aussi écho à des discours politiques, mais aussi sociologiques sur le „déclin” des classes moyennes⁴⁶.

Pour les membres des classes populaires françaises, la violence peut être un sujet tabou, dans la mesure où elle est ressentie comme un stigmat, expression de ce qu'on considère être une „culture de la violence” ou d'un „climat” propre aux

⁴⁵ Michèle Lamont, *La dignité des travailleurs*, p.54.

⁴⁶ Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Ed. du Seuil, 2006; Jean Lojkine, *L'adieu à la classe moyenne*, Paris, La Dispute, 2005.

zones „sensibles”, qui marque une population dans son ensemble. D’autre part, elle est objectivée par les actions des autorités publiques, dont les services sociaux, qui cherchent à séparer les „auteurs” des „victimes”. Ces actions ou interventions font aussi l’objet de dénonciations pour leur violence: violences institutionnelles au sens large, „judiciarisation” des mesures de protection et d’aide, „victimisation” des catégories défavorisées. Ce qui représente aussi un indicateur du raffermissement des frontières entre classes. Les difficultés de recueillir des témoignages sur les expériences éducatives, dont les expériences de la violence, tiennent pour partie aux stratégies de défense de la part de ceux qui sont les plus exposés aux discours de dénonciation, qui confirment en retour ce stigmat.

En Roumanie, l’illusion d’une paix sociale entretenue par le régime communiste grâce au monopole de la violence a volé en éclat avec son effondrement en 1989 et les convulsions meurtrières qui l’ont accompagné. Les conflits sociaux et politiques se sont multipliés dans les années 1990, et l’Etat a réussi difficilement à reprendre l’exercice de son autorité par la répression de plusieurs mouvements de révolte, notamment ceux des mineurs qui avaient conduit le pays au bord de la guerre civile. L’imposition de l’autorité du nouvel Etat s’est faite aussi au prix du démantèlement de l’ancienne „classe ouvrière” et de son mythe hégémonique, par la pacification violente du prolétariat urbain et par l’émigration contrainte d’une bonne partie de cette force de travail⁴⁷. D’autre part, il y a eu une diversification des formes d’action de protection sociale, le travail social s’est professionnalisé, les positions socioprofessionnelles intermédiaires se sont multipliées et bénéficient d’une certaine reconnaissance. Sans pouvoir faire ici un recensement des différentes formes de violence qui ont marqué la société roumaine pendant les deux décennies passées, il est possible d’observer une certaine „dépolitisation” de ses manifestations les plus aigues des années 1990 (comme les attaques de bâtiments publics ou les grèves de la faim), une augmentation du nombre des conflits de travail localisés et la persistance de tensions interethniques ou frontaliers (avec les minorités hongroise et rom, avec la République Moldova). Les conflits politiques sont plus souvent réglés par voie proprement politique ou judiciaire, et la „société civile” est très présente dans

⁴⁷ Selon les données disponibles, on estime que l’„émigration économique” d’après 1990 concerne entre deux et trois millions de personnes; ces émigrants ont une grande variété d’emplois, mais sont considérés de façon générique comme ouvriers saisonniers, sous le nom de „căpșunari” („cueilleurs de fraises”); les médias les présentent à travers des faits divers principalement, comme constituant un lumpenprolétariat surtout des villes italiennes et espagnoles, auteurs de crimes divers et responsables de la mauvaise réputation du pays à l’étranger; en même temps, leur contribution à l’économie nationale par des transferts d’argent est estimée très importante, la Roumanie se situant en 2007, selon un classement établi par la Banque Mondiale, sur la 10^e position entre les pays bénéficiant des ces transferts d’argent de l’étranger, pour un montant représentant 7 milliards d’euros (environ 7% du PIB roumain). Enfin, ce sont les mêmes migrants qui sont tenus responsables pour l’abandon des enfants. 82.464 enfants ont au moins un des parents parti au travail à l’étranger, dont 26.406 ont les deux parents partis. Cf. Radu Călin Cristea, *Prețul „căpșunii”*, in „Adevărul”, Bucarest, le 4.01.2008.

l'espace public, y compris par l'intervention des associations (ONG) des droits des minorités.

L'analyse des entretiens révèle les liens possibles entre les différentes formes de violence sociale et les expériences de violence domestique dont témoignent les histoires familiales. Dans les familles conformes au modèle éducationnel „traditionnel”, les situations de violence familiale subie pendant l'enfance – comme dans le cas extrême d'une femme maltraitée par son père, qu'elle surnommait „Hitler”, comme ses frères et sa mère – étaient liées à l'exploitation des enfants dans la ferme (*gospodărie*) familiale, mais aussi aux exigences de résultats scolaires. L'éducation reçue autoritaire ou rigide était une réponse aux contraintes de mobilité sociale imposées aux familles, manifestées de manière forte dans la société roumaine des années 1950-1960. Dans ces témoignages, on déplore le manque d'affection de la part des parents, le peu de communication ou de compréhension dans la famille. Les inégalités de traitement des filles par rapport aux garçons pour ce qui concerne l'investissement scolaire des familles, et cela même dans les classes moyennes supérieures, font partie des expériences éducatives associées à un style éducatif autoritaire. Là où elles sont évoquées dans les entretiens, on exprime également le souhait de ne pas les reproduire dans l'éducation de ses propres enfants. Quelques personnes accusent cependant les traces laissées dans leur vie affective à la maturité par ces expériences, avec des manifestations d'„autoritarisme” regrettées à l'égard de leurs enfants. Il y a eu changement de style éducatif entre les générations, en particulierité dans les familles populaires ayant connu une promotion sociale par les études. Les pères violents ont été répudiés, sont désignés comme des contre-modèles éducatifs. De même, les témoignages des expériences d'institutions totales – comme les conditions de vie dans un séminaire orthodoxe ou dans une école militaire – sont en mesure de souligner le lien, parfois paradoxal, entre les violences sociale et familiale.

Les formes de violence sociale ont changé pendant les dernières décennies, les pères violents sont moins évoqués que les pères absents, à cause de leur activité professionnelle et/ou de leur émigration. Leur absence est ressentie comme violente, mais justifiée par des contraintes sociales⁴⁸. A cause de l'absence des pères, la division des rôles éducationnels entre les mères et les pères dans l'éducation des enfants apparaît parfois plus accentuée qu'avant.

3. c. DÉFINITIONS D'UNE „BONNE ÉDUCATION”. TRANSMISSIONS ET TRANSGRESSIONS

A l'opposé des expériences d'éducation par la contrainte, les exemples de „bonne éducation” et d'autorité reconnue, ayant joué un rôle déterminant dans

⁴⁸ Il faut signaler l'existence en Roumanie de plusieurs cas d'enfants qui se sont suicidés suite à l'émigration de leurs parents.

l'éducation des personnes interviewées, sont le plus souvent des grands parents et des mères. C'est eux qui sont à l'origine de l'attachement familial, fondé sur l'amour, la moralité ou la spiritualité. L'éducation religieuse est souvent citée, surtout par des femmes, du fait de sa proximité avec l'éducation familiale, comme critère d'éligibilité au statut de „bonne éducation”. La reproduction d'un modèle spiritualisé, religieux par l'éducation familiale pendant la période „communiste” se faisait en opposition à l'éducation athéiste dispensée par l'école. Pour ses meilleures expériences, l'éducation familiale semble avoir été dominée par une éducation religieuse et / ou intellectuelle, et on retrouve parmi les héros éducateurs quelques figures de prêtres orthodoxes. La religion orthodoxe permettant le mariage des prêtres⁴⁹, leur position d'autorité au sein des familles apparaît plus conforme à la hiérarchie sociale. Il faut également tenir compte du fait que l'opposition entre l'éducation familiale et l'éducation scolaire politisée constitue un des axes sur lequel étaient classées les valeurs éducatives, sans que la famille et l'école soient toujours représentées comme opposées⁵⁰. L'école apparaît souvent valorisée dans les entretiens par la qualité des enseignants, capables de transmettre une culture „nationale” et „professionnelle”. Plusieurs entretiens évoquent des figures d'instituteurs ou d'enseignants au même titre que les prêtres parmi les éducateurs émérites.

Les grands-parents apparaissent comme impliqués dans l'éducation de leurs petits enfants plus particulièrement dans les familles d'origine rurale, mais pas seulement. Leur participation à l'éducation des enfants est considérée comme une aide indispensable, parfois comme une limitation de leur autonomie. Dans certains de ces entretiens, les grands pères (personnalités scientifiques, prêtres, enseignants) apparaissent comme des véritables modèles éducationnels, opposés quelquefois aux parents. Ce thème est repris d'ailleurs par la littérature: un auteur américain (Gary North) est cité parce qu'il condamne „l'abolition des grands-parents” et plaide pour leur „professionnalisation”. On leur attribue le mérite de transmettre à leurs petits enfants l'héritage éducationnel de la société prérévolutionnaire. Cet auteur se prononce contre la mobilité qui détruit les liens familiaux, pour la continuité et la mémoire familiales. En se référant au communisme, il soutient que les grands-mères ont empêché, dans ces pays, l'apparition de l'homme nouveau, car elles habitaient avec leurs petits-enfants⁵¹.

⁴⁹ Le mariage est même une condition pour se faire ordonner prêtre dans le culte orthodoxe. D'autre part, l'Eglise orthodoxe figure dans les sondages d'opinion comme la première institution publique bénéficiant de la confiance des Roumains.

⁵⁰ L'enseignement politique obligatoire pendant la période communiste est rarement évoqué dans les entretiens, car peu influent sur l'éducation familiale.

⁵¹ Aurora Liiceanu, *Între copii-adulți și nepoți*, in „Dilema veche”, no. 99, Bucarest, 9-15 décembre 2005 (Thème du numéro, „Les grands-parents”).

L'opposition entre les définitions de l'éducation centrées plutôt sur la connaissance et le code moral, ou plutôt sur l'expérience⁵² peut être repérée en filigrane dans plusieurs entretiens réalisés en Roumanie. Dans certains cas, une „bonne éducation” suppose la transmission des valeurs de la „culture nationale”, menacée aujourd'hui par l'abolition des frontières vers le monde extérieur. Une des personnes interviewées ne dissimule pas son „mépris à l'égard de ce qui ne fait pas partie des valeurs des Roumains, de ce qui n'appartient pas à la tradition spécifique de notre peuple, de ce qui est emprunté de l'Occident, et qui ne trouve pas sa place dans notre culture”, et condamne explicitement l'homosexualité, „les aberrations sexuelles”, la consommation de drogues, tout ce qui cherche à „créer des dépendances afin de manipuler les masses”⁵³. Le désenchantement ressenti devant le déclin des anciennes valeurs se transforme en ressentiment chez ceux qui dénoncent les frontières introduites par la culture occidentale d'importation et la dévalorisation d'une culture nationale méconnue. Dans le même ordre de représentation, la télévision ou l'ordinateur (les jeux, l'internet) sont perçus comme un obstacle aux aspirations légitimes d'accéder à la „haute culture”. Pour les occupants de positions sociales moyennes et intermédiaires, la „bonne éducation” reçue, fondée sur les valeurs culturelles et éthiques „positives” – „l'amour du travail, de la vérité, de la justice, de l'équité, de l'ordre et de la fermeté” – s'est transformée dans un handicap, source d'inadaptation et de décalage par rapport aux „valeurs promues actuellement” (entretien avec Mme Mihaela M.). La représentation des effets „pervers” de l'éducation et la vision désenchantée du monde social qui lui est associée sont très répandues parmi les membres des catégories sociales intermédiaires, et plus particulièrement parmi les femmes. Leur défaite sociale par ceux qui occupent actuellement des hautes positions sans avoir respecté les règles de conduite publique prend une revanche symbolique par l'affirmation de leur „supériorité éthique”.

Dans d'autres entretiens, l'éducation familiale apparaît comme étant centrée sur le culte de l'unité familiale, à même de transmettre à ses membres la confiance en soi et de les protéger par les différentes manifestations de solidarité qu'elle encourage. L'éducation familiale est définie aussi comme „éducation saine”, dans la mesure où l'intériorisation précoce des normes et des règles de conduite peut assurer „l'intégration sociale”, permettre aux individus d'atteindre „un certain équilibre intérieur”, d'être „pondérés”, „équilibrés”, c'est-à-dire d'éviter les situations conflictuelles avec leur environnement immédiat, avec les autorités ou la

⁵² Cf. aussi le Chapitre II du *Rapport... Expérience éducative et socialisation. Frontières discriminantes, frontières transgressées, frontières souhaitées*, op. cit., p. 33-34.

⁵³ Cf. le résumé de l'entretien avec Mme Lia S. Cette personne avait reçu une éducation religieuse stricte de la part de sa mère, devenue une croyante fervente à la suite de la mort d'un enfant. Elle déplore la décadence des jeunes générations d'aujourd'hui, la domination de la société par des valeurs „matérialistes”, alors que, pour elle, c'est „l'éducation spirituelle” qui constitue „l'éducation suprême”.

société. Une telle éducation permet „l’adaptation sociale” et assure un „confort psychologique et intellectuel”, une „tenue morale” - qualités opposées dans plusieurs entretiens à la „mauvaise éducation” qui caractériserait „la jeunesse d’aujourd’hui”. L’ajustement des conduites aux positions occupées dans la hiérarchie sociale rappelle l’autodiscipline recommandée jadis par „l’éducation socialiste”⁵⁴. De même, le respect de l’ordre („être correct” et „montrer du respect”), l’éloge du travail et du „professionnalisme” comme valeurs éducatives centrales d’une bonne éducation par une majorité des interviewés indiquent la proximité de l’éducation familiale et de l’éducation scolaire sur ce terrain.

Dans un cas comme dans l’autre, l’autorité comme valeur centrale de l’éducation a été remplacée par d’autres valeurs, soit la coopération entre les membres de la famille, soit des valeurs comme „le changement, la communication, l’égalité”, soit des valeurs négatives de la „mauvaise éducation”. Ainsi, la famille semble avoir perdu sa fonction de „centre de production” économique et de gardien de l’ordre moral, les liens de solidarité entre ses membres se sont desserrés, les individus interrogés se considérant plus solitaires et d’une certaine façon décalés par rapport aux expériences éducatives vécues.

3. d. FRONTIÈRES TEMPORELLES, SOUHAITÉES OU SUBIES

Afin de mener à bien une approche historique et biographique des frontières, de pouvoir les représenter en mouvement, il a été possible de comparer, dans les entretiens biographiques, les parcours individuels et des groupes familiaux et les mises en perspective de trajectoires futures – celles des enfants et des jeunes; en procédant par des coupures chronologiques, d’identifier les frontières temporelles qui séparent les étapes significatives de ces trajectoires. On apprécie ainsi habituellement le caractère „ascendant” ou „descendant” des trajectoires, sans considérer toujours les limites auxquelles elles touchent. En terme de rapports aux frontières, il est nécessaire d’estimer la distance parcourue depuis la position de départ, les frontières traversées (de classe, de groupe...), les éventuels retours en arrière, les liens maintenus ou non avec ceux restés sur les anciennes positions (dans la famille, parmi les amis, les collègues, les voisins), le capital acquis par cette mobilité et les effets de stabilisation de la position actuelle...

L’expérience des frontières par rapport à une trajectoire accomplie inclut aussi la marque symbolique (stigmat) attribuée à tel ou tel parcours: „parvenu”, „déclassé”, „réussi”, etc. Cela est vrai en particulier pour ceux qui ont connu une véritable mobilité, et surtout pour les „classes moyennes”. C’est surtout ce type de représentation qui apparaît dans le couple antinomique „eux”/„nous”.

⁵⁴ Un des documents officiels étudiés dans le cadre de l’enseignement politique communiste avant 1989 était un *Code de l’éthique et de l’équité socialiste*.

Un autre effet de l'expérience biographique des frontières apparaît sous les termes d'„ouverture” ou de „fermeture” qui caractérisent une famille ou un individu par rapport aux autres; ou des synonymes, „esprit ouvert”, „disponible”, „communicatif”, différents de ceux qui sont „enfermés”, „isolés”, ne coopèrent pas, ou sont „marginiaux”, etc. Un exemple ici est celui des ruptures avec les parents et les réseaux de sociabilité de deux personnes, un centré, l'autre excentré par rapport aux familles. Du côté des membres des classes aisées, il est possible d'identifier une sorte de double discours: s'ils font la démonstration d'un esprit d'ouverture, ouverture géographique ou „ouverture aux autres”, force est de constater qu'ils restent encore relativement fermés socialement.

En France, les personnes interviewées ont fait des expériences diverses de mobilité géographique. Personne n'habite plus à l'endroit de sa naissance, mais certains sont toujours dans la proximité des lieux d'origine, alors que d'autres ont parcouru des grandes distances et le lien avec les lieux d'origine est distendu, s'il n'est pas complètement rompu. La traversée de frontières géographiques qui sont en même temps des frontières politiques et sociales, frontières entre Etats et frontières entre les classes sociales, s'inscrit sur des durées plutôt longues qui définissent les trajectoires de ces personnes. Par contre, les parcours quotidiens liés aux activités professionnelles ou domestiques, observés habituellement en termes de conditions de vie, de moyens de transport, et de temps consommé („perdu”) sont édificateurs plutôt du fonctionnement du groupe familial à l'intérieur d'une même classe (ou communauté) et des contacts „transfrontaliers”, entretenus à l'extérieur des positions propres.

La reproduction des anciens modes de vie communautaire devient difficile, sinon impossible dans le cadre de vie offert par les HLM: la communication ne s'établit pas facilement entre les membres des différentes communautés qui se partagent le même espace et se retrouvent dans des rapports de concurrence pour la distribution de ressources plutôt rares. Dans la région parisienne, les „villes nouvelles” fonctionnent comme des véritables espaces frontaliers qui séparent et réunissent à la fois différentes populations immigrées, établies de date plus ou moins récente, avec une population indigène qui choisit d'y habiter pour se rapprocher des lieux de travail et/ou accéder à des habitations moins chères. Les zones résidentielles des „villes nouvelles”, sans être des reproductions des „beaux quartiers” bourgeois des grandes villes (c'est surtout la beauté qui leur fait défaut), se distinguent par une meilleure qualité de l'habitat, et en particulier par leurs conditions de sécurité.

Le creusement de l'écart entre les classes moyennes et les couches les plus défavorisées des classes populaires dans les „cités” des banlieues parisiennes constitue un obstacle objectif à la réussite de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. A Saint-Denis, principale ville du département où se trouve Noisy le Grand, la dégradation du tissu social est considérée plus grande qu'ailleurs: plus de sans-papiers, de gens du voyage, une plus grande concentration de familles qui se

paupérisent, etc. Au changement du profil sociologique de la population de ces banlieues s'ajoute la disparition des anciennes solidarités ouvrières sous l'effet prolongé de la désindustrialisation. A la suite de leur remplacement par d'autres réseaux de solidarité, des *solidarités non-reconnues*, liés essentiellement à l'immigration, les institutions sociales se sont retrouvées en décalage. Ce changement de configuration sociale a été accompagné d'un „véritable exode” des classes moyennes, y compris parmi les personnels de ces institutions de protection, comme dans le cas des éducateurs et des assistantes maternelles de la circonscription ASE de Saint-Denis qui voulaient quitter la ville pour aller s'installer ailleurs et protéger ainsi leurs propres enfants⁵⁵.

A l'exemple des associations, mais aussi des écoles de quartier, il y a un investissement collectif dans la création et le fonctionnement des structures qui participent à l'effacement des frontières. Ce tissu associatif qui, de par sa diversité, rend possibles les échanges par delà les frontières, surtout dans une conjoncture d'affaiblissement de l'intégration par l'économie. Les participantes tirent leurs ressources en partie d'un financement public, mais aussi de la création d'un cadre pour la réalisation de vocations de l'aide et de la médiation. Le développement de ces vocations peut être la suite de trajectoires professionnelles réussies ou de demi échecs. L'autre conclusion concerne l'investissement éducatif des parents, en mesure de déterminer un déplacement des frontières. Les enfants de la plupart des familles que nous avons interrogées en banlieue en France, ont, en dépassant la condition de leurs parents, transformé leurs positions d'arrivée dans des positions de départ.

En Roumanie, deux cas de figure se distinguent: dans le premier, les frontières se situent dans le passé, en arrière et vers le bas; dans le second, elles se trouvent devant, en face ou vers le haut. Pour ceux qui ont quitté le monde rural et le travail de la terre et qui ont réussi essentiellement par leurs études, les frontières sociales sont représentées surtout comme des barrières qui ont été dépassées dans le temps. Parmi ces personnes, plusieurs accusent une dévalorisation relative des études dans la société d'aujourd'hui, où „le pouvoir de l'argent” et le capital économique sont devenus le principal critère de différenciation sociale, surclassant

⁵⁵ Cf. entretien avec B.D., ancien responsable de la circonscription de l'Aide Sociale à l'Enfance de Saint Denis. Selon lui, Saint-Denis, ancien „le plus grand bidonville d'Europe”, serait connu „jusqu'au fond de l'Afrique” du fait d'être devenu „la mamelle des pauvres gens” et d'avoir conservé une mémoire des lieux et une tradition de la réinsertion. Nous reprenons ici une des conclusions de la recherche action sur le dispositif de protection de l'enfance en Seine-Saint-Denis et la non réitération de la violence. Cf. Mihai D. Gheorghiu (éd.), *Pour un dénominateur européen commun des pratiques de prévention et de protection de la violence envers les enfants et les jeunes*, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Programme Européen Daphné, éditions de l'Université „Al. I. Cuza” de Iași, 2006. Voir aussi l'intervention de François Dubet au moment des débats qui ont suivi les „émeutes” des banlieues en 2005, sur la concentration spatiale de la pauvreté en France, „A toutes les victimes”, le 26 janvier 2006 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, cf. <http://atouteslesvictimes.samizdat.net/?p=157>.

la différenciation par les études et les diplômes. La dévalorisation des titres scolaires remet en question les investissements et les efforts de la vieille génération, qui avait fait le grand saut des campagnes vers les villes.

Les frontières placées devant sont les frontières actuelles, obstacles aux aspirations légitimes de ceux qui se considèrent défavorisés par la nouvelle configuration de l'espace social. Pour certains, ces frontières sont un effet de reproduction de l'ancien ordre politique (communiste) et de la domination par d'élites illégitimes, qui ont réussi à se perpétuer. Pour ces personnes, qui considèrent avoir subi un déclassement social suite à l'imposition des normes des institutions scolaires et professionnelles du régime communiste, le seul salut pour les nouvelles générations est de faire des études à l'étranger et d'échapper ainsi aux *contre-modèles* éducatifs, dominants dans la société roumaine.

4. NOTES EN GUISE DE CONCLUSIONS SUR LE DEGRÉ D'ACTIVATION DES FRONTIÈRES

Il est toujours difficile d'identifier la véritable nature d'une frontière, surtout dans les conditions où l'ethos dominant des classes moyennes impose une certaine discrétion (ne pas apparaître trop „différent”), et en même temps exige de se montrer „personnel” et „original” (pour „les goûts et les couleurs”). Une place importante revient dans les entretiens aux comportements éthiques et aux jugements moraux associés ou attachés aux changements de frontières. Y a-t-il une *démoralisation des fonctions des frontières sociales*, comme le dit Monique Canto-Sperber à propos des effets de l'internationalisation sur les Etats ?

Certaines catégories entretiennent des rapports privilégiés avec les frontières, frontières qui „unissent” et frontières „confins” qui constituent des ressources particulières pour ceux situés dans leur proximité, comme les membres des groupes „intermédiaires”, situés entre groupes et classes. En même temps, tous les occupants de positions instables ou „de passage” se trouvent exposés aux fluctuations des frontières dans une société „de risque”, exposée aux changements permanents.

A la relecture de Tilly, il apparaît assez clairement qu'il se réfère à plusieurs „états” d'élaboration, de fonctionnement des frontières: il y a celles qui posent des problèmes de vie et de mort (comme dans les situations de guerre), celles qu'on ignore ou on oublie, etc. La construction de la notion de frontière et sa définition obligent à prendre en compte tous ces cas de figure. Dans notre cas, la principale distinction pour identifier le degré d'élaboration ou la „solidité” d'une frontière, ce qui est de l'ordre du structurel et ce qui revient au conjoncturel, ce qui est „ancien” et ce qui est „récent”, c'est le degré d'activation d'une frontière. Celui-ci permet de réfléchir à l'articulation qui peut exister entre différents types de frontières.

Les frontières traversées par quelqu'un qui a connu une forte ascension ou un fort déclin social s'ouvrent ou s'effacent derrière lui, d'autres se referment ou se

rigidifient. Mais les traces morales de ces frontières restent: le chauffeur d'autobus, Jean L., a vu ses relations avec sa mère et ses frères se détériorer suite à sa réussite sociale, et il est malheureux à cause de ces ruptures; dans la famille d'Alice B., dont l'enfant a été placé à l'Aide Sociale à l'Enfance, les trajectoires d'Alice et de son frère, ainsi que de leurs enfants, sont opposées, suivant apparemment le sens des trajectoires de leurs parents, et une frontière forte les sépare.

Une frontière bien établie est celle qui est associée à une valeur sacrée, à une forte croyance, qu'on ne peut transgresser sans mettre en cause l'ordre moral ou social. La remise en cause d'une frontière bien établie (Tilly utilise volontiers des exemples de frontières d'Etat, comme celui de l'ex-Yougoslavie) est vécue généralement comme une crise profonde, génératrice de conflits. Mais il y a aussi l'exemple du passage d'un système caractérisé par des *frontières fortement marquées* comme l'ancienne division entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire en France, à un système des classements flous et brouillés, système caractérisé par le *brouillage des hiérarchies et des frontières* entre *les élus* et *les exclus*, entre *les vrais* et *les faux titres* (Bourdieu)⁵⁶.

Une frontière en construction est celle qui vise la défense d'une position acquise, et „des acquis” (sociaux), elle remplit une fonction de protection, aussi de légitimation, de séparation entre ce qui est permis et ce qui est interdit; elle suppose une lutte en cours, un combat engagé, d'avant-garde ou d'arrière-garde; construire une frontière veut dire simplement, la plupart du temps, la déplacer, faire reconnaître un nouveau partage de l'espace social.

La frontière abolie est celle qu'on peut transgresser sans avoir des droits à payer (d'entrée ou de sortie), celle qui garde une valeur symbolique ou de l'ordre de la mémoire; elle peut être de cette façon très présente dans l'entretien – par exemple ceux qui présentent comme l'exploit de leur vie le fait d'avoir changé de catégorie sociale, sans dresser pour autant une frontière entre eux et la catégorie d'origine; cette frontière existe symboliquement, mais elle est traversée régulièrement; dans certaines circonstances elle peut être réactivée.

⁵⁶ La notion de frontières sociales n'a pas été pour Pierre Bourdieu une notion ayant donné lieu à une réflexion théorique au même titre que d'autres notions assez proches, qui se trouvent au centre de sa théorie du monde social, comme le champ, ou l'habitus. Cependant, en analysant les transformations morphologiques des classes sociales et leurs effets sur l'institution scolaire dans les années 1954-1975, Bourdieu observe, à propos des changements structurels intervenus dans les modes de classement, le passage d'un système caractérisé par des „frontières fortement marquées”, par exemple les coupures tranchées et les frontières nettes qui caractérisaient la division entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, à un système des classements flous et brouillés, où l'exclusion des enfants des classes populaires est déniée, reléguée ou retardée, système caractérisé par le brouillage des hiérarchies et des frontières entre les élus et les exclus, entre les vrais et les faux titres. Cf. Pierre Bourdieu, *Classement, déclassement, reclassement*, in „Actes de la recherche en sciences sociales”, 24, novembre 1978; voir aussi *Classes et classements*, in *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit/Le sens commun, 1979, pp. 543-564.

Les frontières cachées sont dissimulées par des contradictions entre politiques publiques et pratiques de discrimination, et au plan individuel par des lapsus, par des sentiments de honte; elles sont vécues comme un stigmate, là où il y a un écart sensible entre la position occupée (instable ?) et les dispositions ou les valeurs.

L'analyse comparée des représentations sur l'éducation reçue et sur l'éducation donnée permet d'observer différents degrés d'adhésion au „familialisme” comme idéologie⁵⁷ ou d'appartenance à un „esprit de famille”, défini à travers plusieurs propriétés communes. Il est à noter qu'aucune des personnes interrogées dans ces entretiens, même parmi celles qui sont „instables” ou qui ont vécu de mauvaises expériences éducatives⁵⁸ n'a remis en cause „la famille” en tant qu'institution ou en tant que groupe de référence, pour lui opposer un mode de vie alternatif (le célibat, la vie communautaire). Bien que la définition de la famille a changé, comme l'indique ses propriétés légales et démographiques, en Roumanie ou en France, ses frontières n'ont pas été abolies. En tant que produit et en même temps mécanisme de production de l'ordre social, la famille reste un des premiers cadres de la socialisation.

Peut-on parler cependant d'une „éducation de classe” ? Les différences entre classes apparaissent surtout dans le rapport entre éducation familiale et éducation scolaire: pour les classes aisées, le capital culturel (et, directement attaché, le capital social) passe en première position, et l'institution scolaire doit être en mesure de le certifier; pour certaines fractions des classes moyennes, c'est l'école qui joue un rôle déterminant, y compris à travers la découverte des vocations éducatives, dans le surinvestissement éducatif ou l'apprentissage méthodique de l'éducation (lectures, réflexions, choix de la profession); pour les classes populaires, les valeurs centrales affirmées sont, dans la diversité des origines culturelles, le respect et la reconnaissance. L'autonomisation progressive du champ de l'éducation a eu des effets en retour sur l'éducation familiale, ce qui explique des séries de discontinuités entre l'éducation reçue des parents et l'éducation donnée aux enfants, malgré certaines rationalisations psychologisantes rétrospectives. Dans ce contexte, l'éducation apparaît moins comme un élément de reproduction que de production des frontières, plus ou moins „choisies”, dans un monde en changement rapide (comme l'indique aussi la conclusion générale du Rapport).

Une autre conclusion concerne la transformation du rôle des femmes dans les transmissions du patrimoine familial, dans la gestion de la mémoire familiale et la construction des généalogies, rôle confirmé même dans les situations d'échec. Cette transformation correspond aux changements intervenus dans l'espace

⁵⁷ Cf. aussi Rémi Lenoir, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Liber, Seuil, 2003.

⁵⁸ Il est connu – et les résultats de l'enquête que j'ai menée avec Lucette Labache sur le devenir des enfants placés à l'ASE de Seine Saint Denis entre 1980 et 2000 l'avaient confirmé – que l'expérience des mauvais traitements dans l'enfance peut conduire à un surinvestissement dans la vie familiale.

domestique, en lien avec le nouveau contexte économique et social. Une analyse approfondie des entretiens permet de saisir la transformation des frontières à l'intérieur des familles – les différences de position sociale entre les époux et leurs effets à plus long terme sur les échanges intergénérationnels, à travers les trajectoires différentes des enfants.

Il y a aussi changement dans les conditions d'exercice de l'autorité parentale et dans les styles éducatifs, avec le déclin des conduites autoritaires et leur transformation en contrainte morale, celle d'une „dette” que l'éducation familiale contribue à accumuler. Ce type de changement relève aussi bien de l'histoire et de la mémoire familiales, mais aussi des rapports établis entre violence sociale et violence domestique, dans des sociétés qui ont traversé des moments de violence intense dans un passé plus ou moins éloigné. En France, la politique de raffermissement des frontières nationales et de contrôle de l'immigration est un effet transparent du renforcement des frontières sociales, y compris sur des critères d'ordre ethnique. En Roumanie, le déverrouillage des frontières politiques par l'Etat s'est traduit par une mobilité et une instabilité accrues de plusieurs catégories. Le travail politique entrepris depuis 1989 vers l'abolition et l'effacement des frontières a été accompagné par un processus de production de nouvelles frontières ou de réactivation d'anciennes. La remise en cause des anciens critères de hiérarchisation sociale et l'émergence d'une „classe moyenne” nouvelle et hétérogène ont conduit à une nouvelle division du monde social, accompagnée d'une double vision: l'une qui est fondée sur la réussite individuelle, l'intégration politique européenne et l'adoption de nouveaux standards d'évaluation des performances, l'autre qui revendique plutôt la résistance des valeurs culturelles et de l'éducation traditionnelle aux „nouvelles frontières” imposées de l'extérieur. L'analyse des trajectoires des personnes interviewées dans le cadre de l'enquête, qui sera poursuivie et approfondie, fait apparaître, en de nombreux cas, au niveau des expériences éducatives familiales et scolaires, une distance accrue entre ceux qui ont fait l'expérience d'une mobilité ascendante et ont réussi de stabiliser leurs positions actuelles, et ceux qui se confrontent à des frontières situées en face et vers le haut, qui ne reconnaissent pas la légitimité des nouveaux dominants et accusent la dissolution de l'autorité publique comme celle de l'autorité familiale.

